

Le Parlement européen menace de ne pas approuver le prochain budget de l'UE

L'accord sur le plan de relance adopté mardi est adossé au budget pluriannuel de l'UE. Mais ce dernier n'est pas à la hauteur, selon une large majorité des eurodéputés, qui brandissent la menace d'un blocage.

Le Monde avec AFP Publié hier à 19h05, mis à jour à 00h59



Le Parlement européen à Bruxelles, jeudi 23 juillet. FRANÇOIS LENOIR / REUTERS

Dans une résolution votée par une très large majorité, le Parlement européen a menacé, jeudi 23 juillet, de ne pas approuver l'accord trouvé par les Vingt-Sept lors d'un sommet marathon relatif au budget de l'Union européenne (UE) s'il n'était pas « amélioré », mettant notamment en cause les « coupes » prévues dans plusieurs secteurs. L'accord conclu mardi matin par les chefs d'Etat et de gouvernement pour un plan de relance de 750 milliards d'euros est allé de pair avec un accord sur le budget 2021-2027 de l'Union. Ce dernier plan pluriannuel a été rabeté, ce qui ne plaît guère au Parlement européen, ni à la présidente de la Commission européenne.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Après 90 heures de négociations, les Européens adoptent un plan de relance historique](#)

Cette réduction du budget européen est « une pilule difficile à avaler. Et je sais que cette assemblée ressent la même chose », a reconnu jeudi matin Ursula von der Leyen, venue pourtant défendre le projet dans l'hémicycle à Bruxelles.

Les eurodéputés devront se prononcer d'ici à la fin de l'année sur le budget 2021-2027, sur lequel le plan de relance est adossé.

L'approbation du Parlement européen est nécessaire pour l'entrée en

vigueur du « *cadre financier pluriannuel* », mais pas pour le fonds de relance de 750 milliards.

Des faiblesses pour le climat ou le numérique

Dans un texte soutenu par la plupart des groupes politiques (de la droite du Parti populaire européen – PPE –, à la gauche radicale) et adopté par 465 voix (150 voix contre et 67 abstentions), le Parlement européen « *conteste* » ce budget « *sous sa forme actuelle* ». L'accord conclu mardi entre les chefs d'Etat s'élève à 1 074 milliards d'euros pour les années 2021-2027, contre 1 100 milliards proposés par la Commission, et 1 300 milliards par le Parlement.

Selon la résolution qu'il a adopté jeudi, ce dernier « *ne cautionnera pas un fait accompli et est prêt à refuser de donner son approbation (...) jusqu'à ce qu'un accord satisfaisant soit trouvé* », prévient-il, se disant prêt « *à engager immédiatement des négociations constructives avec le Conseil en vue d'améliorer la proposition* ».

Les eurodéputés réclament des augmentations dans les domaines du climat, du numérique, de la santé et de la recherche, de la jeunesse (Erasmus), de la culture, des infrastructures, de la gestion des frontières et du Fonds européen de la défense, notamment. Ils alertent sur « *le risque de compromettre les engagements et priorités* » de l'UE, comme le « *pacte vert* » et la stratégie numérique. Le Parlement prévient aussi qu'il « *n'approuvera pas* » le budget sans accord sur une réforme des sources de revenus de l'UE.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Pourquoi le plan de relance européen est une petite révolution](#)

Il estime que la taxe sur les plastiques non recyclés ne suffira pas pour aider au remboursement de l'emprunt contracté pour financer le plan de relance, et réclame un « *calendrier juridiquement contraignant* » sur l'introduction de nouvelles ressources, qui incluent des revenus du carbone et une taxe numérique.

Lors du précédent budget pluriannuel (2014-2020), premier pour lequel l'approbation du Parlement était requise, l'hémicycle avait déjà contesté la proposition du Conseil, avant de finalement donner son accord. Le Parlement européen a le droit d'accepter ou de rejeter le budget, pas de l'amender.

Pour comprendre: [Plan de relance : « En s'endettant pour trente ans, les Etats membres de l'UE disent leur volonté de rester ensemble »](#)

Le Monde avec AFP

« L'ère du pétrole low cost a commencé, un défi pour les compagnies multinationales »

CHRONIQUE



Philippe Escande

Après Shell et Total, BP se projette à son tour dans l'après-or noir. Une conversion à 17,5 milliards de dollars, qui reflète le choix fait par l'Europe, celui de miser sur d'autres énergies, observe Philippe Escande, éditorialiste économique au « Monde ».

Publié le 16 juin 2020 à 10h30



Une station-service BP, à Londres, le 15 juin. BEN STANSALL / AFP

Pertes et profits. Un tout petit virus aura-t-il raison de notre civilisation pétrolière ? Depuis que l'on a abandonné l'huile de baleine pour s'éclairer et que l'on a mis de l'essence dans les moteurs, le pétrole a été le carburant de la formidable croissance économique du XX^e siècle. Après Shell et Total, c'est au tour de BP de se projeter dans l'après-pétrole. Et il donne un prix à cette conversion : 17,5 milliards de dollars (15,5 milliards d'euros). C'est le montant des dépréciations d'actifs qu'il va inscrire à son bilan pour entériner la perte de valeur de son activité. Jusqu'à présent, ses prévisions reposaient sur une estimation de prix du baril de pétrole de 70 dollars pour la période 2020-2050. Ce sera maintenant 55 dollars.

Cette opération comptable n'est pas anodine. Couplée à une prévision parallèle d'un prix du carbone à 100 dollars la tonne contre 40 auparavant, elle creuse un peu plus la tombe de l'or noir. Bien sûr, nous n'en avons pas fini, loin de là, avec cette huile précieuse, aussi bien pour fournir de l'énergie que comme constituant de base de la chimie, et

donc des produits du quotidien. Mais elle a au moins trois conséquences majeures.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Patrick Pouyanné, PDG de Total : « La question de la pérennité des compagnies pétrolières est posée »](#)

D'abord, il restera toujours du pétrole sous terre. A un prix aussi faible, une grande partie des gisements actuellement exploités ne sont plus rentables, les pétroles de schiste aux Etats-Unis, les sables bitumineux du Canada et surtout l'offshore profond. Contrairement aux prévisions des Diafoirus de la collapsologie, le monde ne s'arrêtera pas parce qu'il n'aura plus une seule goutte à extraire, mais parce que l'évolution de la société en a décidé autrement et que la technologie a rendu cela possible. Comme le résume le patron de Total, Patrick Pouyanné, l'âge de pierre ne s'est pas arrêté faute de pierres. On ne peut projeter à l'infini des tendances passées, même en termes de ressources naturelles.

Défi immense

Ensuite, le monde industriel est en train de se reconstruire dans un univers de carbone cher. La contrainte climatique est progressivement absorbée par la machine capitaliste. Si BP revoit ainsi sensiblement ses prévisions de long terme, c'est aussi parce qu'il y est poussé par des investisseurs de plus en plus réticents à placer leur argent dans des compagnies à l'avenir incertain et à la valorisation déclinante. C'est la raison pour laquelle BP garde, en dépit des circonstances actuelles, une si généreuse politique de versement de dividendes.

Enfin, à ce tarif, certains pays sortiront de la carte pétrolière, certaines entreprises aussi. L'ère du pétrole low cost a commencé. Un défi immense pour les compagnies pétrolières multinationales, justement spécialistes du pétrole cher, qui doivent réduire leurs investissements et reporter leurs ambitions ailleurs. Shell, Total et BP mettent le cap sur le gaz et aspirent toutes trois à devenir des électriciens de taille mondiale dans les vingt ans à venir, à l'image du danois Orsted, qui a abandonné le pétrole en 2018 et est devenu un leader mondial de l'éolien offshore. Mais y aura-t-il de la place pour tout le monde ?

Lire aussi [Climat : le pétrolier Total sous pression d'un groupe d'investisseurs](#)

Le monde émergent, lui, brûlera encore longtemps du pétrole fourni par des compagnies nationales, comme celles du Golfe, qui représentent les deux tiers de la production mondiale. L'Europe, elle, a fait son choix.

Philippe Escande